

**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

### Place du Portage, Phase III

## Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

## SOLICITATION AMENDMENT

## MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT (See original solicitation  
document.)

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

11 Laurier St. / 11. rue Laurier

3C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> CIC IM/IT/PM TBIPS OMNIBUS		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> B8289-100575/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 002
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> B8289-100575		<b>Date</b> 2012-02-24
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-380-23738		
<b>File No. - N° de dossier</b> 380zm.B8289-100575	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-03-26</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b>		
<b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Cook, Gail		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 380zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-2591 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-1207
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  CITIZENSHIP AND IMMIGRATION CANADA		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 002

**NOTA : Une version de WordPro, Annexe D, Critères d'évaluation, est disponible sur demande en envoyant un courriel directement à [gail.cook@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:gail.cook@tpsgc-pwgsc.gc.ca).**

La présente modification vise à modifier la DP et à répondre aux questions des soumissionnaires.

### **MODIFICATIONS À LA DP :**

1. À la page 1 de la DP, « L'invitation prend fin le »:

Supprimer: 2012-03-12

Insérer: 2012-03-26

### **QUESTIONS ET RÉPONSES**

- Q2. Cette question porte sur le critère O1 des exigences ministérielles pour l'ensemble des sept volets.

La plupart des contrats fondés sur des autorisations de tâches dans le cadre des Services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) portent sur une année initiale et des années d'option. Le contrat initial est émis pour une période d'un an seulement et peut ne durer qu'une partie de l'exercice et se terminer le 31 mars. La valeur stipulée du contrat est presque toujours inférieure à 1M\$ pendant la première année. C'est pourquoi il est presque impossible de satisfaire à l'exigence demandant que la valeur du contrat soit supérieure à 1M\$.

Veuillez remplacer cette exigence par «une offre à commandes pluriannuelle pour des catégories semblables» ou réduire la valeur du contrat à plus de 300000\$ pour la première année du contrat. Cela permettra aux soumissionnaires d'utiliser les offres à commandes actuelles à titre de références d'entreprise.

- R2. La valeur minimale de 1M\$ du contrat comprend la valeur pendant la période initiale du contrat ainsi que la valeur pour toute prolongation subséquente du contrat.

- Q3. En ce qui concerne le volet G1, nous souhaitons souligner que les catégories A.2 et A.3, A.4 et A.5 liées aux progiciels de gestion intégrée (PGI) font référence à l'expérience avec les systèmes de PGI et à l'utilisation de la programmation ABAP qui relève purement de la technologie du système SAP. En outre, le client a déjà défini deux volets spécifiques aux PGI, soit les volets S1 et S2 – à savoir le système SAP et PeopleSoft. Veuillez retirer ces catégories de PGI du volet générique G1 et les placer sous le volet spécialisé S2 pour le système SAP.

- R3. Pour les volets génériques et spécialisés, certaines catégories (p. ex. : programmeur/concepteur de logiciels, analyste de système) exigent une expérience dans des langages de programmation. Les exemples de langages de programmation énumérés (y compris ABAP) ne sont pas obligatoires et ne sont pas exhaustifs. Par conséquent, rien n'exige précisément que les ressources à l'intérieur du volet G1 aient de l'expérience en programmation ABAP.

- Q4. Dans les critères d'évaluation de la soumission pour chaque volet à l'annexe D de la demande de propositions(DP), SOUMISSIONNAIRE: EXIGENCES OBLIGATOIRES – Capacité organisationnelle dans le volet, il est indiqué que «dans les cinq dernières années (...), le soumissionnaire doit avoir eu deux contrats de services de soutien < désignation du volet > avec le gouvernement (...)». Est-ce que le terme «gouvernement» fait uniquement référence au gouvernement fédéral, ou est-ce que d'autres organisations du secteur public canadien (c.-à-d. : provinciales, municipales) seront admissibles dans le cadre de cette exigence?
- R4. Le terme «gouvernement» fait référence à tous les organismes gouvernementaux.
- Q5. En vertu de l'article 7.16 (Entrepreneur – coentreprise ) à la page 39 de la DP, l'État peut-il confirmer si les fournisseurs de SPICT qualifiés pour le volet 2 peuvent former une coentreprise contractuelle, spécialement pour cette exigence générale de Citoyenneté et Immigration Canada(CIC), ou si les coentreprises contractuelles doivent avoir été préalablement établies dans le cadre du processus de qualification des SPICT pour le volet 2?
- R5. Les coentreprises contractuelles doivent avoir été préalablement établies dans le cadre du processus de qualification des SPICT pour le volet 2.

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.**

**NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ ENVOYÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. TOUTE CORRESPONDANCE APPORTANT DES MODIFICATIONS DOIT INDiquer LE NUMÉRO DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER ET LA DATE DE CLÔTURE ET DOIT ÊTRE ADRESSÉE À :**

**RÉCEPTION DES SOUMISSIONS  
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA  
PLACE DU PORTAGE, PHASE III  
HALL PRINCIPAL, PIÈCE 0A1  
11, RUE LAURIER  
GATINEAU (QUÉBEC)  
K1A 0S5**